

Zeitschrift: Les intérêts de nos régions : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts jurassiens

Herausgeber: Association pour la défense des intérêts jurassiens

Band: 53 (1982)

Heft: 9: Districts de Courtelary et Porrentruy : handicaps et possibilités de développement

Vorwort: Innover ou subir

Autor: Schaller, Roland

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Innover ou subir



Une situation de fait

Force est de constater que la crise internationale prend une ampleur qui est de moins en moins maîtrisée, cela d'autant plus que des menaces de déséquilibre pèsent sur l'ensemble du monde, pratiquement sans distinction de régimes et de zones géographiques. Il est un fait que l'espoir mis dans une relance conduite par les Etats-Unis, le Japon et l'Europe, notamment, donne plutôt l'impression de s'estomper, en particulier en raison d'une dégradation de certains niveaux d'activité. La mévente du pétrole, qui confirme l'instauration d'un marasme économique mondial, semble réduire les moyens financiers des pays producteurs et, par voie de conséquence, les effets d'entraînement qu'on en escomptait. Quant aux nations du tiers monde, elle paraissent s'acheminer, pour quelques-unes d'entre elles, vers des situations de quasi faillite, ce qui ne va pas manquer d'aggraver les déséquilibres déjà constatés. En outre, les monnaies subissent des fluctuations peu contrôlables et le système monétaire international est devenu fragile.

Dans cette mouvance, est-ce que l'économie de nos régions qui, par nécessité et par vocation, est tournée pour une large part vers l'exportation, dispose de moyens de replis, ou peut compter sur un nouvel essor? Pour répondre à cette question, il faudrait d'abord savoir si, pour les forces vives qui existent dans l'arc jurassien, il y a d'autres certitudes que celle de savoir que les risques encourus augmentent.

Nous vivons dans nos vallées un chômage caractérisé, dont l'importance des signes avant-coureurs avait longtemps été sous-estimée. Cette réalité pénible, dans laquelle ceux qui sont à la recherche d'un emploi ne peuvent souvent compter que sur leurs seules forces, explique quelque peu les raisons pour lesquelles de nombreux commentateurs prophétisent, aujourd'hui, que non seulement l'année 1983 ne se présente pas sous les meilleures auspices, mais encore que les prochains mois seront caractérisés par une crise, dont l'ampleur aura des conséquences difficilement supportables.

Des explications

- *Il n'est pas rare d'entendre certains faire un rapprochement avec «l'année noire» qui, en 1929, marqua la grande dépression. Il est vrai que l'analogie n'est pas à prendre à la légère. La crise, alors, avait provoqué des*

bouleversements qui avaient abouti à une tragédie. Si la situation actuelle apparaît tout de même différente, dans la mesure où la dépression économique qui s'ensuivit n'était pas dominée, il n'en demeure pas moins que, comme à la veille du krach de 1929, on doit constater une grave maladie du crédit. En effet, la dette mondiale atteint des sommets jamais vus, alors que l'appel au crédit ne cesse pas nécessairement de continuer, en particulier, dans les pays dont les déséquilibres économiques sont les plus flagrants, ceux-là mêmes qui sont, aussi, importateurs de notre technologie et de notre production traditionnelle.

- Pour certains analystes, cette appréhension pour l'année prochaine s'explique par la surprise de constater aujourd'hui que le ralentissement de la croissance économique n'a pas été perçu suffisamment tôt, et encore moins l'inversion du mouvement d'expansion continue, comme si la crise devait déjà être en germe dans la croissance presque sans fin que nous avons connue depuis la dernière guerre mondiale. Aussi, pour ces derniers, le développement soutenu des possibilités de crédit est aujourd'hui, à un moment inopportun, à l'origine d'un processus de nécessaire réajustement, dont personne actuellement peut préciser quelles formes il prendra. Il est en effet notoire que, parfois, il a largement été fait recours au crédit et, que par voie de conséquence, l'accumulation de l'endettement n'a pas toujours été maîtrisée. Cette fuite en avant incontrôlée est, il est vrai, souvent justifiée par l'hypothèse qu'au lieu d'améliorer la relation entre les dépenses et les recettes, on a voulu faire accroître les recettes par tous les moyens, tout en espérant qu'on n'en aurait pas à payer le prix. Bien sûr, dans la critique mise en exergue, il ne s'agit pas en l'espèce de moins satisfaire les besoins en dépensant moins, mais de dépenser moins nos richesses en satisfaisant autrement les besoins, par un effort prioritaire en faveur de ce qui devrait permettre d'assumer, avec souplesse, les inévitables évolutions économiques et technologiques. En d'autres termes, selon le reproche formulé par ces analystes, la préoccupation de tout un chacun aurait été plus d'accroître l'appareil de production, pour faire face à la demande à court terme, que de garder une élasticité suffisante, pour être capables de faire face aux perspectives que les nouvelles technologies ouvraient depuis l'avènement des micro-processeurs notamment.

- D'autres encore font valoir leur crainte en relevant que nous ne sommes pas, dans notre région, simplement en présence d'une baisse cyclique du niveau de l'activité globale, qui se traduirait par un chômage plus élevé que de coutume, ou d'une hausse des prix particulièrement élevée, dus à des déséquilibres temporaires. Au contraire, ils expliquent que les phénomènes constatés sont le résultat de la prédominance d'un secteur secondaire, dont les structures sont inadaptées, ce qui le rend, maintenant, globalement moins efficace que dans les années de croissance de la décennie précédente. Il n'est pas contestable que l'on assiste aujourd'hui, sur le

plan de la production industrielle, à une vaste redistribution des centres mondiaux. L'Asie, notamment, occupe une place et tient un rôle qui modifie en plusieurs domaines essentiels la situation de ces dernières années. Il ne s'agit plus seulement de l'ascension japonaise, mais également d'une poussée asiatique globale, caractérisée par une gestion prenant en compte une concurrence avivée et par une productivité favorisée par un effort soutenu en faveur de la recherche de produits performants.

De nouveaux paris

Personne n'en doute: il n'est ni possible ni souhaitable de s'assurer complètement contre les fluctuations. Il va de soi qu'il faut, toutefois, apprendre à intégrer les cycles dans ses propres prévisions, ce qui impose de conserver dans les diverses politiques qui sont menées un minimum de souplesse, pour y faire face. Mais inversement, l'économie dans son ensemble, et à tous les niveaux, doit être maîtrisée, et non pas simplement être gérée au jour le jour, en réaction notamment au choc du monde extérieur. En particulier, on n'est pas en droit de se réjouir, comme l'a fait publiquement un responsable d'une autorité communale, de la disparition de l'horlogerie dans sa commune. C'est faire fi de l'apport non négligeable de cette industrie dans notre développement. Pour saisir sa réalité, il ne faut d'ailleurs pas oublier la permanence de certains problèmes fondamentaux du développement de cette industrie. Rappelons que l'horlogerie fut déjà confrontée, dans les années 1870, à une concurrence avivée. C'était celle des Etats-Unis dont, à l'époque, la technologie avancée dans le domaine de la production des montres avait gravement éclipsé celle de l'arc jurassien. Il fut répondu à ce défi par de nouveaux moyens de production et, en outre, par l'avènement d'une nouvelle branche industrielle, celle des machines.¹

Il faut aussi constater que la crise n'est pas seulement économique. Elle existe en même temps qu'un certain nombre d'autres évolutions déstabilisantes (violence, drogue, affaiblissement des références sociales, manque du goût du risque, etc.). Dans ce contexte, bien que, concrètement, le peu de paris industriels puisse expliquer en partie l'ampleur que prend le chômage, il est néanmoins illusoire de croire que sa résorption peut résulter simplement de son seul effort. Il est un fait que les créations d'emplois n'apparaîtront possibles que dans la mesure où la production en aura besoin pour elle-même, c'est-à-dire pour son efficacité.

Dans cet ordre d'idées, les déboires sur certains marchés étrangers ne doivent pas nous amener pour autant à encourager une économie basée sur une certaine autarcie. Manifestement, il est justifié de favoriser une plus grande autonomie dans la satisfaction de besoins du secteur des services, où le déficit est trop marqué. Mais c'est l'idée sous-jacente de l'autarcie, selon laquelle il existe une relation positive entre la régionalisation de la

production et la création d'emplois, qui ne peut être acceptée. On ne peut passer sous silence qu'une telle politique, si elle était généreusement encouragée, provoquerait, et sans tarder, des mesures de représailles. Par contre, une transformation sur place de certaines productions offre l'avantage non négligeable de mieux équilibrer l'économie de la chaîne jurassienne. Dans ce sens, on peut déjà souligner des initiatives heureuses prises par les milieux agricoles. Ces réalisations, qui nous montrent la voie, entrent, à n'en pas douter, dans ce cadre.

Effectivement, on ne sort pas d'un certain état de grâce par la faute des autres seulement, mais bien aussi par la sienne propre. Des erreurs, tout le monde en commet, et il est naïf de vouloir les nier. Même s'il n'est pas contestable que, pour une région périphérique, la concentration de pouvoirs toujours plus décisifs dans les grands centres d'attraction est un désavantage naturel², il n'en demeure pas moins que si l'on prend conscience des corrections à apporter aux structures économiques, des mesures idoines peuvent être trouvées. Cela est d'autant plus vrai si on a la volonté de parvenir à un certain équilibre, pour ne pas subir un développement souvent imposé de l'extérieur. A titre de comparaison, ce qui n'est pas raison, les pays asiatiques prouvent aujourd'hui, face à l'Occident, que malgré un retard certain, ils parviennent aussi à constituer un véritable centre moteur des rapports économiques internationaux.

Aussi, dans l'ordre des préoccupations de la commission économique de l'ADIJ, dont deux dossiers importants vont être prochainement publiés, est-il intéressant pour nos membres de prendre conscience des freins, et des possibilités du développement, de deux entités, à savoir celles des districts de Courtelary et de Porrentruy. On pourra constater que les tendances structurelles de l'économie de ces districts sont propres à des régions marginales. Mais on pourra aussi se concentrer sur des idées force aux améliorations essentielles à apporter, pour sortir d'un maldéveloppement endémique. Dans ce cadre, MM. Pierre-Alain Bassin et Gabriel Theubet ont bien voulu nous livrer les résultats de leurs travaux, et leurs réflexions, ce dont nous les remercions vivement.

Le Président :
Roland Schaller

¹ Les principales tendances structurelles de l'économie du Jura au XIX^e et XX^e siècle, Bulletin de l'ADIJ N° 2, 1982, p. 6.

² Stage XI de l'Université populaire, sur l'aménagement du territoire, les régions jurassiennes : quelles perspectives de développement (publication prochaine).